

La conjoncture en Basse-Normandie au quatrième trimestre 2012

Avril 2013 - n° 02

La Basse-Normandie a connu un nouveau fléchissement de son activité économique au quatrième trimestre 2012. Affectée par la faiblesse de la demande, l'activité industrielle reste en repli malgré une légère reprise en décembre. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est amélioré par rapport au trimestre précédent mais reste toujours inférieur à sa moyenne de longue période. Tous les secteurs industriels perdent des emplois permanents. La situation dans la construction continue de se dégrader. Si le marché de l'entretien et de la rénovation se redresse, la construction de logements neufs est toujours en retrait. Le secteur continue de perdre ses effectifs salariés (-1,7%). Sur un an, les mises en chantier de logements neufs ont chuté de 20% et plus de 1 300 emplois permanents ont disparu. Dans les services marchands, l'activité et l'emploi se sont globalement stabilisés. La fréquentation hôtelière diminue (-0,4%) liée à une clientèle française moins présente. Toutefois, après plusieurs trimestres de baisse marquée, l'intérim, première variable d'ajustement des effectifs salariés à l'activité, se reprend légèrement (+0,4%). Au total, en valeur corrigée des variations saisonnières, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles s'est de nouveau sensiblement dégradé au quatrième trimestre 2012 (-0,4%). En conséquence, le chômage continue sa progression (+0,3 point) et s'établit à 9,7% de la population active, soit à son plus haut niveau depuis 1999.

Alain COËNON, Anne-Solange GONY, Matthieu BOIVIN, Insee Basse-Normandie

Le contexte international

Fin 2012, l'activité a calé dans les économies avancées (-0,2% après +0,3% au 3^{ème} trimestre). Les économies émergentes ont pourtant gagné en dynamisme mais les économies avancées n'en ont pas profité. Aux États-Unis, malgré la résistance de la consommation des ménages et de l'investissement, l'activité a connu un trou d'air (0,0%), en raison du repli de la consommation publique et d'importants mouvements de déstockage. En zone euro, net recul de l'activité: -0,6% après -0,1%. Notamment, la production manufacturière, stable au 3^{ème} trimestre, s'est fortement repliée fin 2012.

Au 1^{er} trimestre 2013, l'activité resterait dynamique dans les économies émergentes et elle rebondirait dans les économies avancées (+0,4%). Le rythme de progression redeviendrait soutenu aux États-Unis (+0,6% après 0,0%) grâce à la résistance de la demande interne et ce, en dépit des hausses de prélèvements sur les ménages décidées fin 2012. Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter (+0,1% après -0,6%), grâce au redémarrage de la locomotive allemande (+0,5% au 1^{er} trimestre). En revanche, l'Espagne et l'Italie resteraient à la peine. L'activité des économies avancées se tasserait au 2^{ème} trimestre 2013 (+0,2%), notamment aux États-Unis sous l'effet de coupes budgétaires.

La conjoncture nationale

En France, l'activité s'est repliée fin 2012, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (-0,3% après +0,2%). La production manufacturière a subi un fort repli (-2,3% après +0,9%). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (-0,6% après +0,7%) tandis que les investissements des entreprises ont diminué (-1,2% après -0,8%). En revanche, la consommation des ménages a continué de résister (+0,2% après +0,3%).

Au 1^{er} semestre 2013, de meilleures perspectives d'activité dans l'industrie suggèrent un repli moindre de l'activité manufacturière. Grâce à l'embellie mondiale, les exportations accélèreraient. En revanche, la demande intérieure resterait atone. Le pouvoir d'achat des ménages resterait freiné par la dégradation du marché du travail et par l'augmentation des prélèvements; la consommation des ménages serait stable. En outre, l'investissement reculerait encore. L'activité serait ainsi quasi-stable au 1^{er} semestre (0,0% au 1^{er} trimestre 2013 puis +0,1% au 2^{ème}); 74 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage atteindrait 11,0% mi-2013.

La baisse de l'emploi salarié permanent se prolonge

Après une baisse marquée les deux trimestres précédents, l'emploi salarié non agricole bas-normand décline encore sensiblement au quatrième trimestre 2012 (-0,4%). Contrairement aux trimestres précédents, cette nouvelle dégradation s'explique en totalité par une diminution des effectifs permanents (-0,5%). C'est dans la construction, où le déclin des mises en chantier de logements neufs continue de se faire ressentir, que les effectifs salariés décroissent le plus : 580 emplois y sont détruits (-1,7%). L'industrie perd 560 emplois permanents (-0,6%) et ce, dans tous ses sous-secteurs. Dans le commerce, 250 emplois ont disparu (-0,4%). Le tertiaire marchand hors intérim est quant à lui stable; en effet les pertes d'emplois dans le transport et l'entreposage, ainsi que dans les autres activités de services sont compensées par les embauches dans les autres secteurs (activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien). Enfin, l'intérim, principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles, met fin à une baisse continue depuis cinq trimestres (+0,4%).

Tous les départements bas-normands sont concernés par cette dégradation de l'emploi permanent. En premier lieu la Manche où le reflux de l'emploi salarié permanent des secteurs marchands non agricoles est le plus important (-0,6%), principalement sous l'influence de la construction (-1,7%), du commerce (-0,9%) et de l'industrie (-0,4%). Dans l'Orne, les effectifs salariés permanents suivent la tendance régionale (-0,5%). Tous les secteurs perdent des emplois, en particulier l'industrie (-0,9%), la construction (-0,6%) et les services hors intérim (-0,4%). Enfin, dans le Calvados, l'emploi salarié permanent résiste à peine mieux que dans les deux autres départements (-0,4%). Le secteur le plus touché étant celui de la construction (-2,1%), suivi par l'industrie (-0,7%) et le commerce (-0,2%).

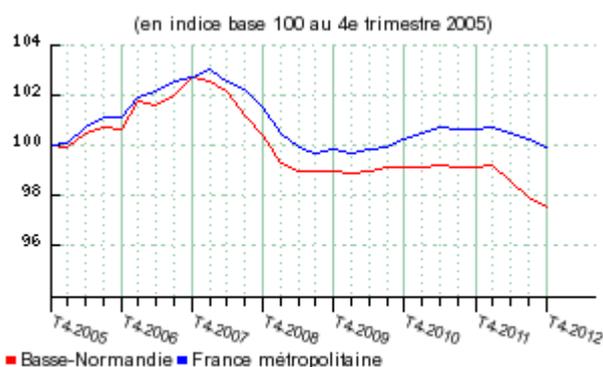
L'emploi salarié en Basse-Normandie est donc toujours loin de retrouver son niveau d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, 16 800 emplois ont été détruits, pour une large majorité dans l'industrie et l'intérim.

Le chômage continue sa progression

Au quatrième trimestre 2012, en Basse-Normandie, le taux de chômage localisé s'établit à 9,7% de la population active, soit une hausse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. Le taux de chômage bas-normand atteint ainsi son plus haut niveau depuis 1999. Il est toutefois inférieur de 0,5 point au taux de chômage métropolitain au sens du BIT (10,2%). Sur un an, de décembre 2011 à décembre 2012, le taux de chômage augmente de 0,8 point en Basse-Normandie, dans les mêmes proportions qu'en France métropolitaine.

Au quatrième trimestre, la Manche présente le taux de chômage le plus faible des trois départements bas-normands (8,8%). Dans l'Orne, il s'établit à 9,8% de la population active. Le Calvados quant à lui affiche le taux de chômage localisé le plus élevé (10,3%) mais aussi la plus forte progression (+0,4 point). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage localisé augmente dans tous les départements de la région. Si la hausse est de même ampleur dans le Calvados (+1 point) et l'Orne (+0,9 point), elle s'avère un peu moins prononcée dans la Manche (+0,7 point).

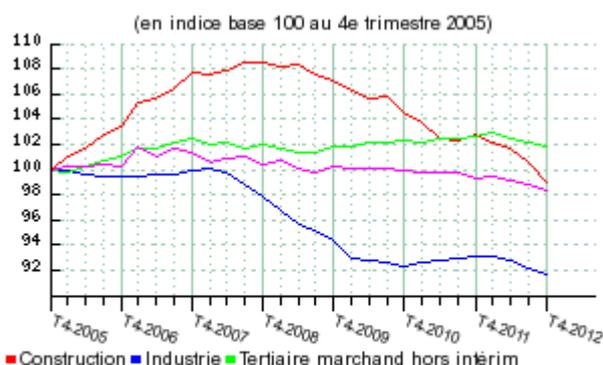
Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

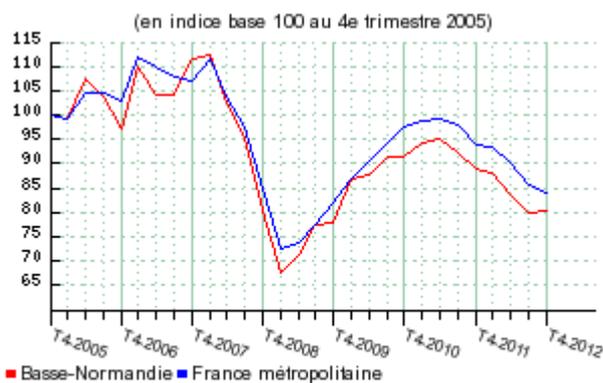
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire

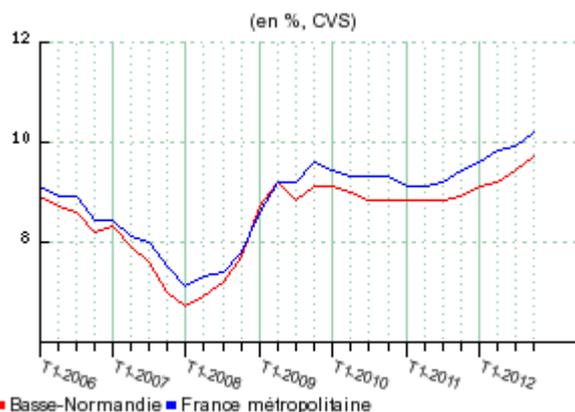


Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

La dégradation du marché de l'emploi régional est également visible à travers l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : + 6,6 % entre décembre 2012 et décembre 2011, soit 6 100 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cette hausse est cependant moins brutale qu'en France métropolitaine (+ 8,8 %). Dans la région, elle concerne principalement les seniors (+ 12,2 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus augmente également fortement (+ 8,9 % sur un an), de même que celui des moins de 25 ans (+ 6,4 %). Au total, fin décembre 2012, 98 480 demandeurs inscrits étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Basse-Normandie.

Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

La construction de logements neufs poursuit son repli

En Basse-Normandie, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012, 6 832 logements ont été mis en chantier, soit 20 % de moins que l'année précédente. Sur les trois derniers mois de l'année, 1 560 chantiers ont démarré (- 2,9 % par rapport au troisième trimestre). Si cette dégradation est particulièrement sensible dans la construction de logements individuels, elle se retrouve pour tout type de logements. Les mises en chantier de locaux professionnels sont également orientées à la baisse (- 8,3 % entre le 3^{ème} et 4^{ème} trimestre et - 1,3% entre 2011 et 2012 en nombre de m² construits).

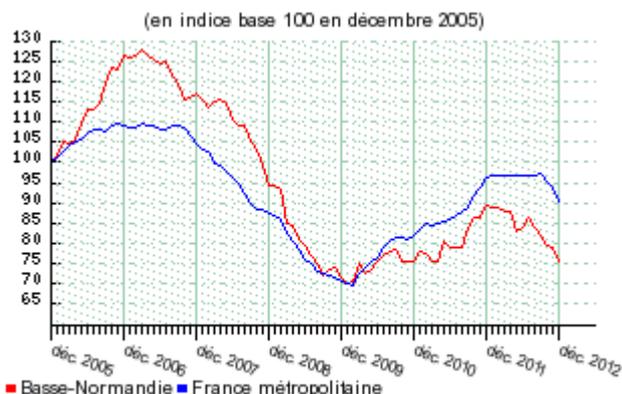
Cependant, sur le marché de l'entretien et de la rénovation, l'activité tend à se redresser par rapport au trimestre précédent. Cette légère amélioration s'explique par le renforcement de la demande privée notamment dans les branches isolation, chauffage et modification des bâtis. La commande publique reste, quant à elle, toujours atone.

La durée moyenne des carnets de commandes progresse légèrement : 4,2 mois contre 4 mois au 3^{ème} trimestre et 4,1 mois l'année dernière à la même période.

Dans ce contexte, le niveau d'activité dans l'industrie du bâtiment s'oriente toujours à la baisse. Plus de la moitié des chefs d'entreprises juge être en capacité d'augmenter leur production avec leurs moyens actuels. Emploi et investissement sont donc toujours en berne dans le secteur. Les prix restent bas et l'allongement des délais de paiement clients impacte directement les trésoreries.

Les perspectives d'activité du secteur pour les prochains mois restent pessimistes. Les demandes d'autorisation de permis de construire (en date de prise en compte) sont en net recul comparé au trimestre précédent. Les incertitudes conjoncturelles et fiscales pèsent fortement sur l'activité du secteur et les chefs d'entreprises s'attendent à un nouveau ralentissement.

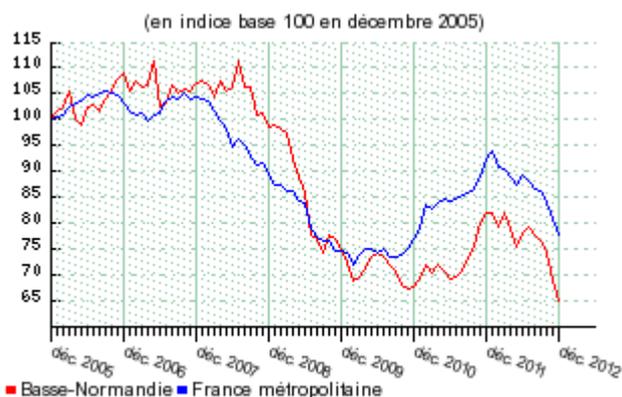
Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Les touristes français ont fait défaut en fin d'année

Au quatrième trimestre, la fréquentation hôtelière a baissé de 0,4 % par rapport à 2011. C'est la clientèle française qui a fait défaut : leurs nuitées diminuent de 2 % tandis que celles de la clientèle étrangère augmentent de 8,6 %. Le taux d'occupation des capacités d'accueil baisse d'un point à 45 %. Au niveau France métropolitaine, la fréquentation totale affiche une hausse de 0,6 % grâce à la fréquentation étrangère (+ 4,2 %) qui fait plus que compenser la désaffection de la clientèle française (- 1,3 %).

L'évolution de la fréquentation varie selon le département : la Manche (+ 2,7 %) a connu une fin d'année plus favorable que le Calvados (- 1,6 %) et l'Orne (- 0,5 %).

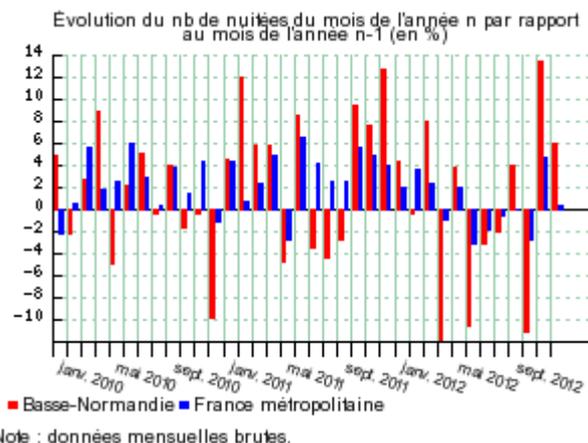
Dans un contexte de nouvelle classification des hôtels, l'offre de chambres par catégorie a largement évolué, entraînant des variations de fréquentation parfois importantes. Les hôtels de 0-1 étoile ont connu une baisse de fréquentation (- 30 %), moindre que la diminution de l'offre (- 35 %). En revanche, pour les 2-3 étoiles la baisse de fréquentation (- 3 %) dépasse celle de l'offre (- 2 %). La forte augmentation de la fréquentation des hôtels de 4 et 5 étoiles (+ 75 %) reste en deçà de leur capacité d'accueil (+ 115 %).

La création d'entreprise se stabilise

Après deux trimestres de baisse, le nombre de créations d'entreprises bas-normandes se stabilise avec la création de 2 100 nouvelles entreprises au troisième trimestre (+0,1 % contre +2,2 % en France métropolitaine). Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs augmentent de 4,5 % (+2,2 % en France métropolitaine). Celles sous le régime d'auto-entrepreneur diminuent de 2,9 % (+1 % en France métropolitaine). Malgré tout les auto-entreprises représentent toujours plus de la moitié des créations, tant en Basse-Normandie que sur l'ensemble du territoire national.

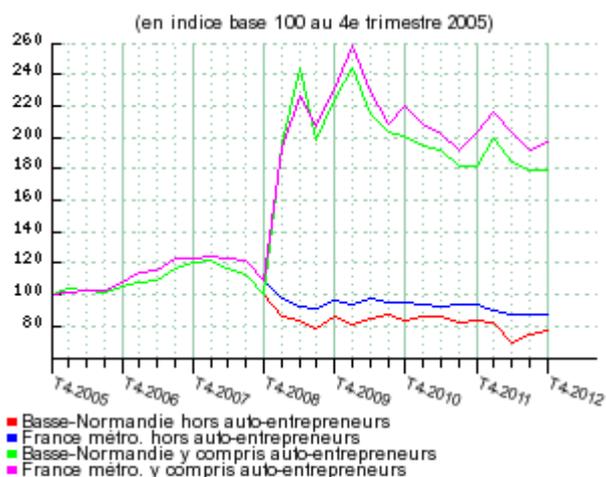
En données mensuelles brutes à la date de jugement cumulées sur un an, les défaillances d'entreprises bas-normandes sont en hausse de 1,3 % au mois de décembre 2012 (+0,8 % en France métropolitaine).

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

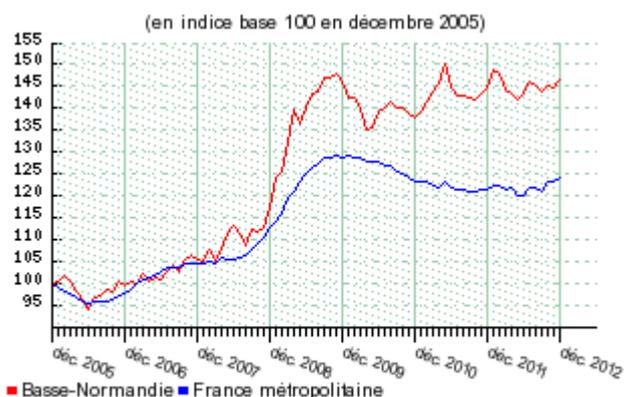
Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 5 mars 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

L'activité industrielle reste fragile

Malgré une légère reprise en décembre, l'activité industrielle bas-normande reste mal orientée au quatrième trimestre. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est redressé mais reste toujours en deçà de sa moyenne de longue période. Il est particulièrement faible dans la branche des matériels de transports.

Sur le quatrième trimestre, l'évolution de l'activité industrielle diverge selon les secteurs.

La branche des matériels de transport reste sinistrée. L'insuffisance de la demande pèse sur la production qui a dû être revue à la baisse.

Après un mois d'octobre bien orienté, la production des industries agroalimentaires, s'est de nouveau repliée. Toutefois, sur l'ensemble du trimestre, l'industrie du lait augmente son chiffre d'affaires de 4,5 % grâce à ce rebond d'octobre, et après un troisième trimestre marqué par une baisse de 3,4 %. Sur l'ensemble de l'année, l'évolution de 1,8 % du chiffre d'affaires traduit une quasi-stabilité des productions, mais qui néanmoins dépasse l'évolution moyenne nationale (+ 0,4 %).

L'industrie des viandes, augmente son chiffre d'affaires de 4,5 %, grâce également à un bon mois d'octobre, après une hausse de 0,7 % au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année, l'évolution du chiffre d'affaires atteint + 6,1 %, (+ 3,3 % en moyenne nationale). Néanmoins, en fin de trimestre, l'industrie des viandes juge nettement insuffisants ses carnets de commandes.

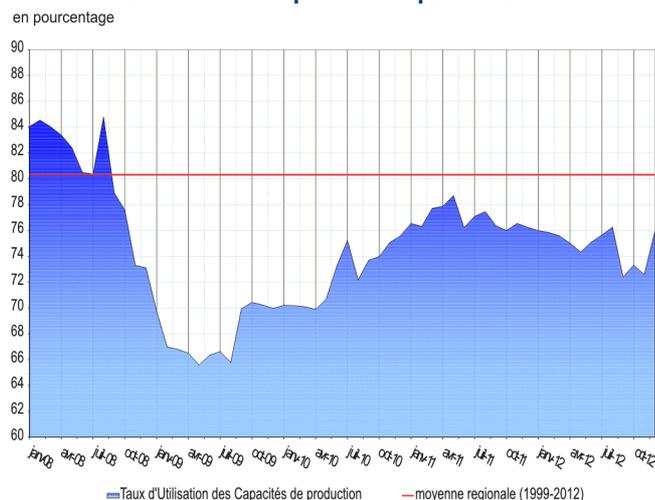
Le secteur des équipements électriques et électroniques enregistre, quant à lui, une progression sur la période essentiellement due aux industries de pointe.

Dans ce contexte toujours délicat, les stocks sont gérés au plus juste afin de ne pas fragiliser davantage la trésorerie des entreprises. Ils sont jugés adaptés à la demande réduite.

Cette contraction d'activité impacte les effectifs dont l'érosion ne peut être enrayerée malgré les fermetures traditionnelles de fin d'année et le recours au chômage partiel.

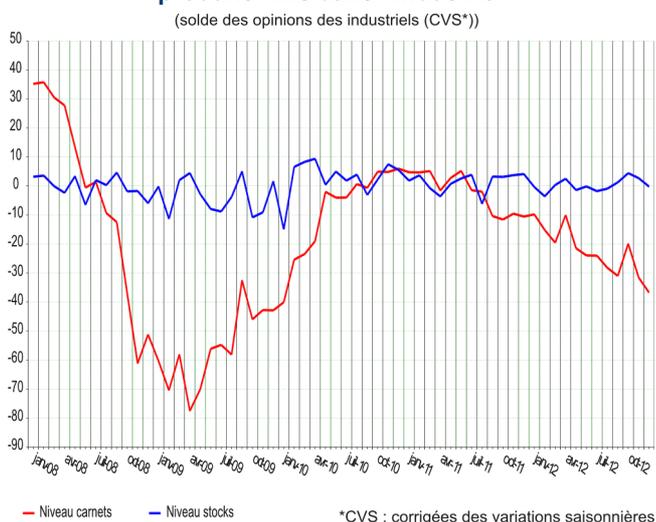
Le manque de visibilité reste une préoccupation majeure des chefs d'entreprises qui anticipent au mieux une stabilité du niveau d'activité.

Utilisation des capacités de production



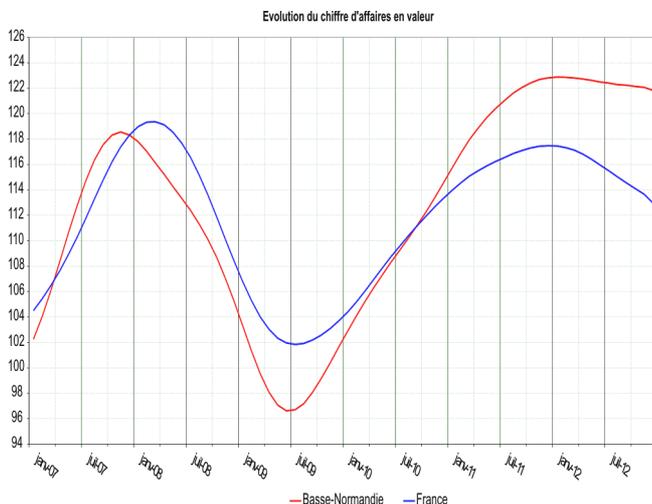
Source : Banque de France

Situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis dans l'industrie



Source : Banque de France

Chiffre d'affaires dans l'industrie laitière



Sources : Insee ; DGFiP